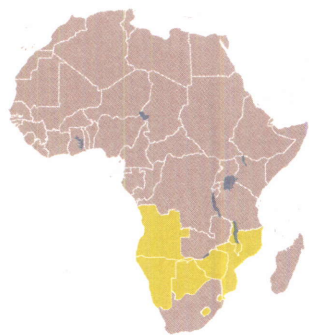




AFRIQUE AUSTRALE



L'OPPOSITION À L'APARTHEID en Afrique du Sud, les guerres civiles en Angola et au Mozambique et l'absence de démocratie dans certains pays ont sérieusement affecté la société civile et l'économie de la région Australe dans les années '80. Le passage de la SADCC (Conférence de Coordination pour le Développement de l'Afrique Australe) à la SADC (Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe) en 1992, ainsi que la transition réussie de l'Afrique du Sud vers un gouvernement démocratique et son accession à la SADC en août 1994, ouvrent des perspectives sans précédent pour l'Afrique Australe. Les pays de la région ont maintenant de nouvelles possibilités de renforcer la coopération et l'intégration régionale, dans un nouveau contexte de sociétés démocratiques et d'économies de marché.

Depuis 1976, la coopération régionale a été encouragée et appuyée par l'Union européenne, de façon accrue à partir de l'existence de la SADCC. A ce jour, près de 350 millions d'écus ont été alloués à cette forme de coopération. Le Programme Indicatif Régional de Lomé IV (121 millions d'écus), comme les précédents programmes régionaux, est axé sur trois secteurs: le transport et les communications, le développement des ressources humaines, et la sécurité alimentaire et les ressources naturelles. Plus récemment, l'intégration économique régionale et à la facilitation des échanges commerciaux ont été inclus dans les domaines prioritaires de la région. Les projets les plus importants comprennent: la réhabilitation du port de Beira, des projets de contrôle de maladies animales, la réhabilitation des lignes de transmission reliant Cabora-Bassa et l'Afrique du Sud, et la route du corridor de Beira.

Angola

Botswana

Lesotho

Malawi

Moçambique

Namibia

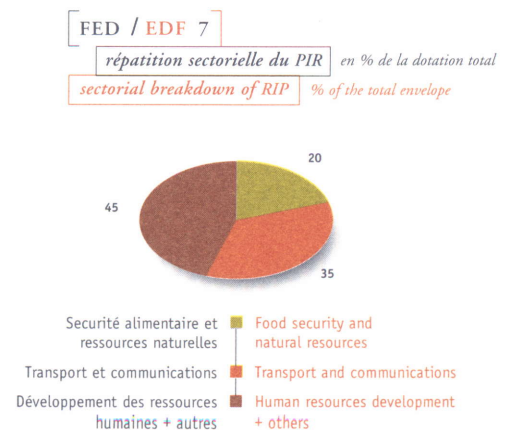
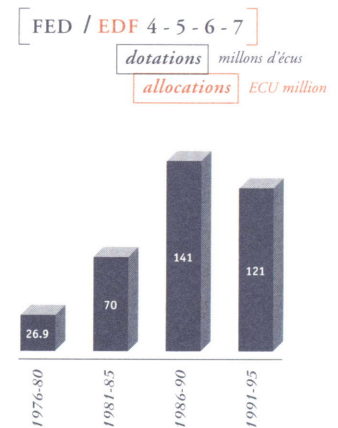
Swaziland

Zimbabwe

SOUTHERN AFRICA

OPPOSITION TO APARTHEID in South Africa, civil wars in Angola and Mozambique and the absence of democracy in some countries have adversely affected the civil society and the economy of the Southern African Region during the 80s. The evolution of SADCC (Southern African Development Co-ordination Conference) to SADC (Southern African Development Community) in 1992, together with the successful transition to representative government in South Africa and its accession to SADC in August 1994, opens unprecedented perspectives for Southern Africa. There is now scope for the countries in the region to build closer regional cooperation and integration, in the new context of more democratic and market-oriented societies and economies.

Since 1976, regional cooperation in Southern Africa has been encouraged and supported by the European Union, increasingly so following establishment of SADCC. To date, almost ECU 350 million has been allocated to this kind of cooperation. The Lomé IV Regional Indicative Programme (ECU 121 million), as with previous regional programmes, focuses mainly on three sectors: transport and communications, human resources development and food security and natural resources. More recently, economic integration and trade facilitation have been included among priority areas in the region. The most important projects include: the rehabilitation of the Beira port, animal diseases control projects the rehabilitation of the Cabora-Bassa/South Africa transmission lines, and the road in the Beira corridor





AFRIQUE CENTRALE

SEPT ETATS FORMENT la vaste région d'Afrique Centrale peuplée d'environ 62 millions d'habitants et caractérisée par une très grande diversité sur de nombreux aspects.

Depuis 1976, plus de 257 millions d'écus ont été alloués en faveur de la coopération régionale. Les fonds de Lomé IV réservés à cette forme de coopération dans le cadre du Programme Indicatif Régional (84 millions d'écus) sont axés sur le renforcement de l'intégration économique régionale à travers, notamment, le volet "transport en transit" du Programme régional de réformes de l'Union Douanière et Economique de l'Afrique Centrale (UDEAC). Ce volet doit se concrétiser par la mise en place du Transit Inter-Etats des Pays de l'Afrique Centrale (TIPAC) sur des itinéraires prioritaires qui bénéficient de financements du FED. Par ailleurs, l'Union européenne poursuivra son action en faveur de l'utilisation rationnelle des ressources forestières.



Cameroon / Cameroun

Centrafrique

Congo

Gabon

Guinea Ecuatorial

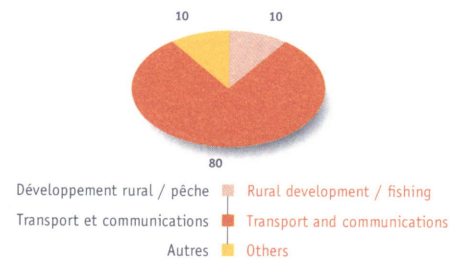
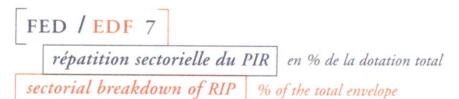
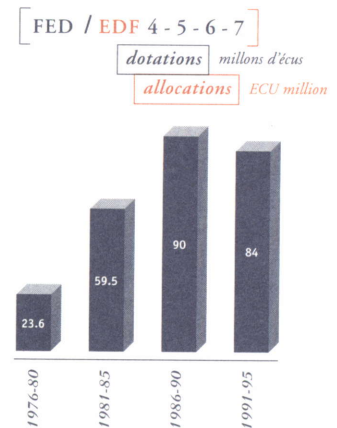
São Tomé e Príncipe

Zaire

CENTRAL AFRICA

THE SPACIOUS CENTRAL AFRICAN region is formed of seven States with a population of about 62 million inhabitants, characterised by great diversity in numerous respects.

Since 1976, more than ECU 257 million have been allocated for regional cooperation. In the framework of this cooperation, the Lomé IV Regional Indicative Programme, which amounts to ECU 84 million, concentrates on strengthening regional economic integration by providing support for the Regional Reform Programme of UDEAC (Central Africa Economic and Customs Union) on transit traffic, which aims to establish Inter State Transit for Central African Countries (TIPAC system) on priority routes which benefit from EDF resources. The European Union will also continue supporting the rational use of forestry resources.



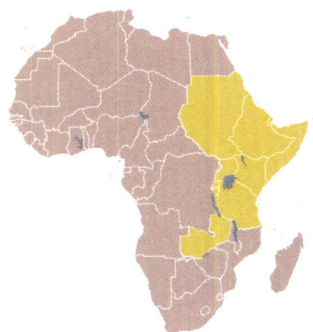


AFRIQUE DE L'EST ET CORNE DE L'AFRIQUE

LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, ainsi que la lutte contre la sécheresse et la désertification restent une priorité constante de la coopération régionale entre l'Union européenne et les onze États relevant de cette région.

Depuis 1976, plus de 600 millions d'euros ont été alloués à ce titre pour l'amélioration de l'infrastructure des transports et la promotion du commerce par la suppression des obstacles existants. Ces dernières années, cette aide a été mise en oeuvre de façon accrue par la ZEP (Zone d'Échanges Préférentiels), qui met actuellement en place un marché commun (COMESA) entre les pays d'Afrique de l'Est, d'Afrique australe et partiellement de l'Océan Indien.

Les fonds régionaux de Lomé IV (194 millions d'euros) restent centrés sur les secteurs prioritaires des transports, de la sécurité alimentaire et du commerce.



Burundi

Djibouti

Eritrea

Ethiopia

Kenya

Rwanda

Somalia

Sudan

Tanzania

Uganda

Zambia

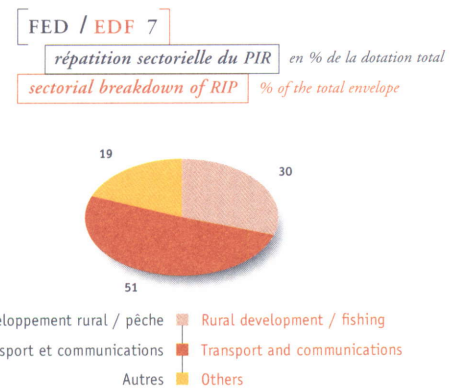
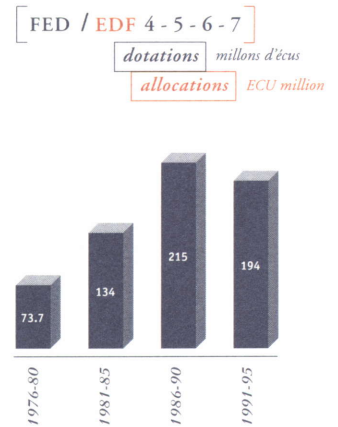


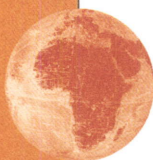
EASTERN AFRICA AND HORN OF AFRICA

FOOD SECURITY and tackling problems of drought and desertification remain a priority in regional cooperation between the European Union and the eleven ACP States in this region.

Since 1976, more than ECU 600 million has been allocated for these purposes, to improve transport infrastructure and encourage trade by removing a variety of obstacles. In recent years, such assistance has been increasingly channelled through the Preferential Trade Area (PTA) which is now establishing a common market known as COMESA throughout Eastern and Southern Africa and the majority of the Indian Ocean countries.

Lomé IV regional funds (ECU 194 million) are still earmarked for the following priority sectors: transport, food security and trade.





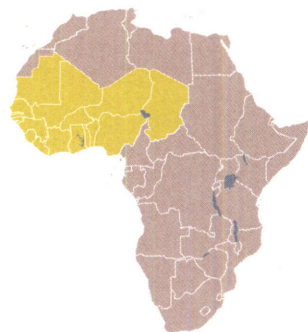
AFRIQUE SAHÉLIENNE ET OCCIDENTALE CÔTIÈRE

LA COOPÉRATION RÉGIONALE a pour objectif d'appuyer les différents processus d'intégration économique entre les huit États Sahéliens et les neuf États de la zone côtière. A ce jour, plus de 700 millions d'écus ont déjà été alloués à ce titre depuis 1976.

S'agissant de Lomé IV, les ressources du Programme Indicatif Régional (228 millions d'écus) sont ciblées sur trois domaines de concentration qui devraient être intégrés dans une stratégie d'ensemble, cohérente avec les stratégies nationales. Ces domaines sont la valorisation des ressources humaines, plus particulièrement en ce qui concerne la santé publique, la formation et la sécurité alimentaire ; les transports et les communications; et la gestion des ressources naturelles ainsi que la protection de l'environnement.

Les actions mises en oeuvre dans ces différents secteurs s'inspirent en général des orientations données par les organisations régionales existantes dans les domaines de l'intégration sectorielle — comme le Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS) — ou de l'intégration économique générale, comme la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l' Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

Une somme de 8 millions d'écus a d'ores et déjà été octroyée, en tant qu'appui à l'intégration régionale, à la CEDEAO et l'UEMOA, ainsi qu'à la CMA/AOC (Conférence des ministres de l'agriculture des États de l'Afrique de l'Ouest et du centre). La rapidité avec laquelle le Traité de l'UEMOA, signé au lendemain de la dévaluation du Franc CFA est entré en vigueur, six mois seulement après sa signature, le 1er août 1994, reflète bien l'importance toute particulière attachée par l'Afrique de l'Ouest à cette forme plus poussée d'intégration. C'est dans le même esprit que s'inscrit la révision du Traité de la CEDEAO, visant à en élargir le mandat en y intégrant la coopération monétaire.



Benin
Burkina Faso
Cabo Verde
Côte d'Ivoire
Gambia
Ghana
Guinea Bissau
Guinée
Liberia
Mali
Mauritanie
Niger
Nigeria
Senegal
Sierra Leone
Tchad
Togo

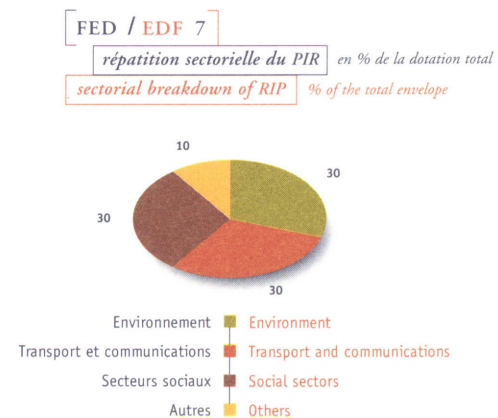
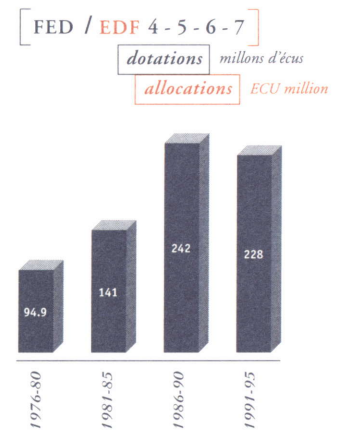
SAHELIAN AND COASTAL WESTERN AFRICA

REGIONAL COOPERATION mainly concentrates on supporting regional economic integration processes between the eight Sahelian States and the nine Coastal States. To date, more than ECU 700 million has already been allocated for this purpose since 1976.

Concerning Lomé IV, the regional Indicative Programme resources (ECU 228 million) focus on three sectors, which should be integrated into an overall strategy coherent with national strategies. These fields include the development of human resources, especially with regard to the health, training and food security sectors; transport and communications; and the management of natural resources as well as the protection of the environment.

The actions implemented in these different sectors generally take their inspiration from orientations set by existing regional organisations working in the fields of sector-based integration — such as CILSS (Inter State Committee in the Fight against Drought in the Sahel) — or in general economic integration, as aimed at by the Economic Community of West African States (ECOWAS) and the West African Economic and Monetary Union (UEMOA).

ECU 8 million regional integration support has already been granted to ECOWAS and UEMOA, as well as to the CMA/AOC (Western and Central African conference of ministers of agriculture). The speed with which the UEMOA Treaty (which was signed just after the devaluation of the CFA Franc) came into force, on 1 August 1994, clearly reflects the particular importance for West Africa of this more advanced form of integration. The ECOWAS Treaty was revised in this same spirit, the aim of this revision being to enlarge the Treaty's mandate by integrating monetary cooperation.

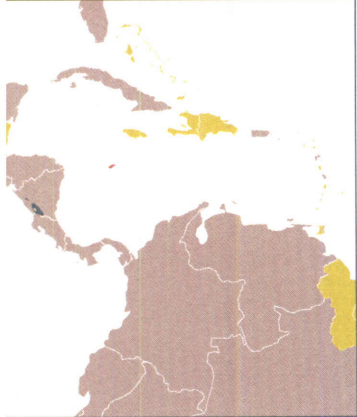




CARAÏBES

LA COOPÉRATION RÉGIONALE couvre les quinze pays ACP de la région, et a bénéficié à ce jour, depuis 1976, de plus de 250 millions d'écus d'allocations.

Le Programme Indicatif Régional de Lomé IV porte sur 105 millions d'écus. Son objectif principal est la promotion et le soutien de la coopération et de l'intégration régionale. Ce processus devrait s'appuyer sur la libéralisation de la circulation intra-régionale des facteurs de production, une coordination plus étroite des stratégies et des politiques sectorielles, et le renforcement de la coopération fonctionnelle dans la région. A l'intérieur de ce secteur de concentration, des programmes devraient être mis en oeuvre dans les domaines du commerce, du tourisme, de l'agriculture, des télécommunications et des transports. L'autre secteur d'intervention prioritaire, le développement durable, devrait comprendre des programmes dans les domaines du développement des ressources humaines et de l'environnement.



Antigua and Barbuda

Bahamas

Barbados

Belize

Dominica

Grenada

Guyana

Haïti

Jamaica

República Dominicana

Saint Kitts and Nevis

Saint-Lucia

Saint Vincent and the Grenadines

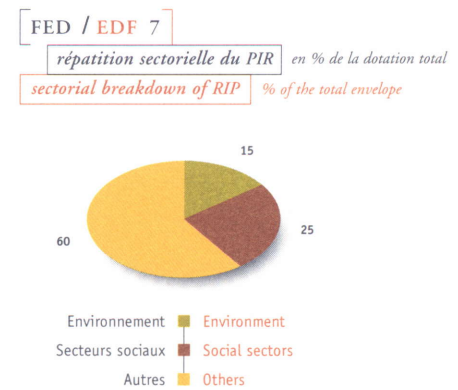
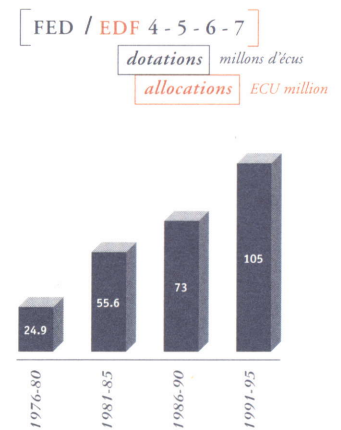
Suriname

Trinidad and Tobago

CARIBBEAN

REGIONAL COOPERATION covers the region's fifteen ACP countries and has benefited so far from more than ECU 250 million in the form of allocations since 1976.

The Lomé IV Regional Indicative Programme involves ECU 105 million. Its main objective is the promotion and support of regional cooperation and integration. This process should be based on liberalising the intra-regional movement of production factors, a closer co-ordination of strategies and sectoral policies at regional level, and the reinforcement of functional cooperation in the region. Within this major sector, programmes should be implemented in trade, tourism, agriculture, telecommunications and transport. The other priority sector for intervention, sustainable development, should include programmes in human resources development and the environmental protection.





Océan Indien

A PARTIR DE LOMÉ III, les programmes de coopération régionale ont été signés entre l'Union européenne et la Commission de l'Océan Indien (COI), organisation créée en 1982 et élargie aux quatre États ACP de la sous-région de l'Océan Indien en 1986.

Au titre de Lomé I et II (environ 30 millions d'écus), l'aide communautaire a été principalement affectée aux secteurs des transports (aérien et maritime), de la pêche et du commerce. Elle l'a été, s'agissant de Lomé III, (29 millions d'écus) dans les domaines de la gestion des ressources maritimes et naturelles, de la météorologie, du commerce extérieur et du tourisme.

Les domaines de concentration du Programme Indicatif Régional de Lomé IV (30 millions d'écus) sont l'environnement et le commerce extérieur. Un projet dans le secteur de l'environnement de 11 millions d'écus est en cours d'exécution, et dans le domaine du commerce extérieur, une intervention pour la promotion des échanges bénéficiant d'une contribution de 9 millions d'écus environ, est en cours d'instruction. En dehors de ces deux domaines de concentration, trois autres projets ont été approuvés dans les domaines des télécommunications (3,3 millions d'écus), de la coopération technique (1,8 millions d'écus), et de la recherche agricole appliquée (1,9 millions d'écus).

Comores

Madagascar

Mauritius

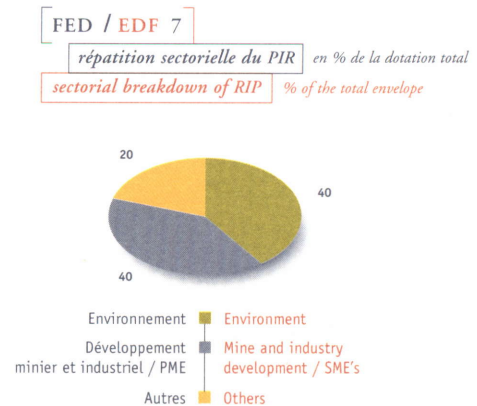
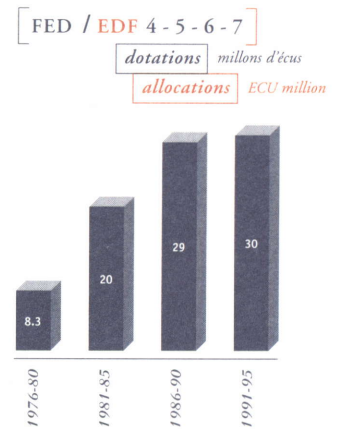
Seychelles

INDIAN OCEAN

SINCE LOMÉ III, regional cooperation programmes have been signed between the European Union and the Indian Ocean Commission (IOC), an organisation created in 1982 and enlarged in 1986 to the four ACP States in the Indian Ocean sub-region.

Under Lomé I and II (ECU 30 million), Community aid was mainly allocated to the transport sectors (air and sea), to fishing and trade. It was, concerning Lomé III (ECU 29 million), assigned to the fields of maritime and natural resources management, meteorology, external trade and tourism.

The Lomé IV Regional Indicative Programme (ECU 30 million) concentrates on the environment and external trade. An ECU 11 million project is under way in the environmental sector, and in the area of external trade, an ECU 9 million project for the promotion of trade exchanges is being studied. In non-focal sectors, three other projects have also been approved in the fields of telecommunications (ECU 3.3 million), of technical cooperation (ECU 1.8 million) and of applied agricultural research (ECU 1.9 million).





PACIFIQUE

SUIVANT LES EXIGENCES et les atouts de la région, les Programmes Indicatifs Régionaux (PIR) se concentrent sur la réduction des difficultés résultant des distances énormes séparant les huit pays ACP, en mettant en oeuvre des projets dans les domaines du transport et des télécommunications, et en contribuant à la valorisation des avantages de la région: agriculture, ressources de la mer et tourisme.

Près de 120 millions d'écus ont été alloués à cette forme de coopération depuis 1976. Sous Lomé IV, le PIR (42 millions d'écus) reste fidèle au principe de cette stratégie, tout en l'adaptant aux nécessités nouvelles: protection de l'environnement et développement des ressources humaines. Des projets sont mis en oeuvre afin de soutenir la pêche, le tourisme, l'agriculture, le transport aérien régional et le développement des ressources humaines. Le programme d'appui à la lutte contre le SIDA lancé par la Commission du Pacifique Sud est soutenu par des ressources budgétaires pour un montant de 400 000 écus.

Fiji

Kiribati

Papua - New Guinea

Solomon Islands

Tonga

Tuvalu

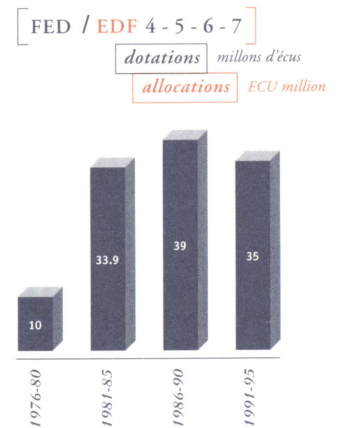
Vanuatu

Western Samoa

PACIFIC

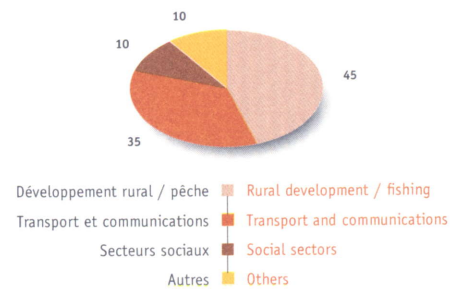
IN ACCORDANCE with the constraints and advantages of the region, Regional Indicative Programmes (RIP) concentrate on alleviating problems resulting from the huge distances between the eight ACP countries by implementing projects in the fields of transport and telecommunications, and on contributing to enhance the value of regional assets: agriculture, marine resources and tourism.

Almost ECU 120 million has been allocated to this kind of cooperation since 1976. Under Lomé IV, the RIP (ECU 42 million) continues with the principle of this strategy, while adapting it to new needs: environmental protection and human resources development. Projects have been implemented in support of fisheries, tourism, agriculture, regional air transport and human resources development. The AIDS programme initiated by the South Pacific Commission is supported from budgetary resources up to ECU 400.000.



[FED / EDF 7]

répartition sectorielle du PIR en % de la dotation total
sectorial breakdown of RIP % of the total envelope



LES PTOM

LES PAYS ET TERRITOIRES d'Outre-Mer sont associés à l'Union européenne depuis 1957. Cette association a jeté les bases de la politique européenne de développement, en instaurant le premier FED pour les 25 PTOM énumérés en annexe du Traité de Rome et en prévoyant déjà divers mécanismes de développement, dont les premières idées d'un régime commercial préférentiel pour les produits des PTOM importés dans l'Union européenne.

Par la suite, cette politique européenne s'est scindée, chaque cinq ans, en deux actes parallèles: d'une part, une Convention signée avec les anciens PTOM devenus Etats indépendants (la première Convention, dite de Yaoundé I, a été signée en 1963), et d'autre part, une Décision du Conseil de l'UE concernant les territoires qui demeuraient sous le statut de PTOM.

Lors de l'accession du Royaume-Uni à ce qui était alors la Communauté économique européenne (CEE), en 1973, de nouveaux Etats indépendants sont venus rejoindre les signataires de la première Convention de Lomé et de nouveaux PTOM sont venus rejoindre les PTOM associés à la CEE.

La différence entre les Etats ACP et les PTOM réside dans la situation particulière des PTOM: ils relèvent constitutionnellement de quatre États membres de l'Union européenne, et ne sont pas des Etats indépendants comme les ACP.

Il y a cependant un étroit parallélisme entre l'Association des PTOM à l'Union européenne (association fondée sur des Décisions successives du Conseil de l'UE) et les Conventions de Lomé conclues après négociations entre l'Union européenne et les Etats ACP.

Ainsi la «Décision d'Association des PTOM à la CEE» du 25 juillet 1991, conclue pour une durée de dix ans, comme Lomé IV, comporte plusieurs éléments inspirés du parallélisme traditionnel avec les pays ACP. De nombreux points sont en effet similaires, dans leur esprit, à la Convention de Lomé: par exemple, les différents domaines de coopération, les mécanismes du Stabex et du Sysmin, le FED pour le financement de la coopération au développement, ou encore la coopération régionale.

Cette Décision d'Association a également institué, pour la première fois, le principe d'un trilogue Union européenne-Etat membre-Autorités territoriales, dénommé «partenariat». En instaurant ce principe, l'Union européenne corrigeait ainsi le manque de dialogue démocratique dans les six décisions d'Association prises depuis 1957. Donnant un droit à la parole aux élus locaux, il constitue un choix politique destiné à favoriser l'exercice des responsabilités des Autorités territoriales d'Outre-Mer. Ainsi, en 1992, les Programmes Indicatifs (PI) de chaque PTOM, financés sur le FED, furent signés à la fois par les élus territoriaux, le représentant de l'Etat membre et un représentant de l'Union européenne.

Anguilla

Cayman Islands

Falkland Islands

South Georgia and
South Sandwich Islands

Montserrat

Pitcairn

Ste Helena and Dependencies

British Antarctic Territory

British Indian Ocean Territory

Turks and Caicos Islands

British Virgin Islands

Aruba

Netherlands Antilles
(Curaçao, Bonaire, St Maarten,
St Eustache, Saba)

Mayotte

Nouvelle Calédonie

Polynésie Française

St-Pierre-et-Miquelon

Terres Australes et
antarctiques françaises

Wallis et Futuna

Greenland

THE OCT

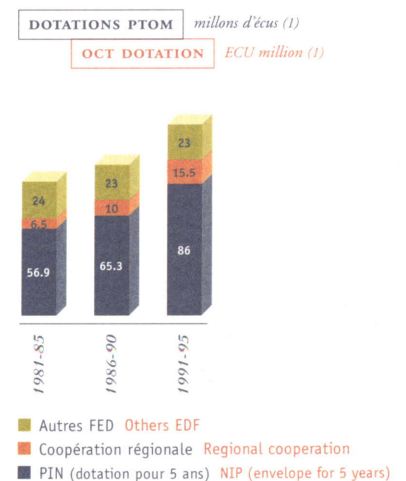
THE OVERSEAS COUNTRIES and Territories have been associated with the European Union since 1957. This association laid the foundations of the European development policy. The first EDF was set up for the benefit of the OCT listed in annex to the Treaty of Rome. It already provided for various mechanisms for development, including the first idea of a preferential trade regime for products originating in the OCT that are imported in the European Union.

This European policy has, thereafter, splitted every five years in two parallel agreements: a Convention signed with the former OCT which were newly independent (the first convention, called Yaoundé I, was signed in 1963), and an EU Council's Decision relating to the Territories which still have the OCT status.

With the United-Kingdom's membership of what was then the European Economic Community (EEC) in 1973, newly independent States joined the signatory parties of the first Lomé Convention and new OCT joined those already associated to the EEC.

The difference between the ACP States and the OCT lies in the special situation of the OCT: they are constitutionally tied to four of the EU Member States, and are not independent States like the ACP countries. There is, however, close similarity between the Association of the OCT to the EU (which is based on successive EU Council Decisions) and the Lomé Conventions, concluded after negotiations between the European Union and the ACP countries. Thus, the "Decision on the Association of the OCT to the EEC" of 25 July 1991, concluded like Lomé IV for a period of ten years, contains a number of ideas inspired by the traditional parallelism with the ACP States. Many points are indeed in the spirit of the Lomé Convention: the various areas of cooperation, for example, the Stabex and Sysmin mechanisms, the EDF for the financing of development cooperation and also regional cooperation.

The Association Decision also laid down, for the first time, the principal of a three-way (European Union-Member State-Territorial Authorities) dialogue called a "partnership". In proposing this, the European Union was filling the democratic gap in the six Association Decisions taken since 1957. Giving the local representatives the right to speak, it is a political which should favour th exercise of their responsibilities by the authorities of the overseas territories. Thus in 1992, Indicative Programmes (IP) of each OCT financed under EDF were signed by the elected representatives of those territories and the representative of the relevant Member States and of the European Union.



(1) Interventions BEI sur ressources propres non comprises
 EBI interventions on its own resources not included

GLOSSAIRE

ACP	Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique signataires de la Convention de Lomé
BEI	Banque Européenne d'Investissement
ÉCUS	Unité de compte européenne, valant en moyenne 1.14 dollar US (1994)
FAS	Facilité d'Ajustement Structurel
FED	Fonds européen de Développement
ONG	Organisation non-gouvernementale
PGI	Programme général d'importation
PIN	Programme Indicatif National
PIR	Programme Indicatif Régional
PSI	Programme sectoriel d'importation
PTOM	Pays et Territoires d'Outre-Mer associés à l'Union européenne
STABEX	Système de stabilisation des recettes d'exportation de produits de base agricoles
SYSMIN	Facilité de financement spéciale pour le secteur minier
UE	Union européenne instituée par le Traité de Maastricht signé par les Douze Etats membres de la Communauté européenne, et entrée en vigueur en novembre 1993.

GLOSSARY

ACP	African, Caribbean and Pacific States which have signed the Lomé Convention
ECU	European currency unit, worth on average 1.14 US dollar (1994)
EDF	European Development Fund
EIB	European Investment Bank
EU	European Union established by the Maastricht Treaty which was signed by the Twelve Member States of the European Community; came into force in November 1993.
GIP	General Import Programme
NGO	Non-governmental organisation
NIP	National Indicative Programme
OCT	Overseas Countries and Territories which are associated with the European Union
RIP	Regional Indicative Programme
SAF	Structural Adjustment Facility
SIP	Sectoral Import Programme
STABEX	Stabilization of export earnings from agricultural commodities system
SYSMIN	Special financing facility for the mining sector

Commission Européenne - Direction Générale du Développement
European Commission - Directorate General for Development

Tiré à part du Courrier ACP-UE
Special issue of The Courier ACP-EU

Manuscrit achevé en juin 1995
Manuscrit completed in June 1995

Conception | Concept

Médiascience International (Bruxelles - Brussels)

Graphisme | Graphic design

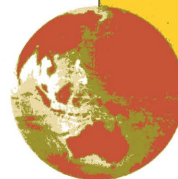
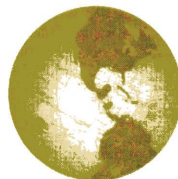
Signé Lazer (Bruxelles - Brussels)

Imprimé en Belgique
Printed in Belgium

Reproduction autorisée sous réserve d'indication de la source.
Reproduction authorized, subject to indication of origin.

Les indicateurs socio-économiques ont été fournis par Eurostat.
Socio-economics indicators from Eurostat.

Les cartes reproduites n'impliquent la reconnaissance d'aucune frontière particulière, ni ne préjuge le statut d'aucun Etat ou territoire.
The maps reproduced here do not imply recognition of any particular border, nor do they prejudice the statut of any State or territory.



CF-AA-95-004-2A-C

(tiré à part - juillet 1995)

(special issue - July 1995)



Editeur / Publisher: Steffen Smidt

CCE/CEC

rue de la Loi, 200

B-1049 Bruxelles

Imprimé en Belgique

01-3755544